

Un Rapport accablant contre les services secrets et police présidentielle du Burundi

RFI, 26 août 2016 Burundi : un rapport dénonce les dérives du Service national de renseignement Au Burundi, l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues, l'ONG de défense des droits de l'homme présidée par Pierre-Claver Mbonimpa, publie ce 26 août un rapport accablant. Un rapport à charge contre le Service national de renseignement (SNR), dépendant directement de la présidence de la République, qui détaille sur 16 pages les exactions qui auraient été commises depuis la création du service en 2006 et qui identifie les auteurs ainsi que les commanditaires de ces actes.

L'Aprodh, l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues, dépeint une dégradation progressive du Service national de renseignement (SNR), vers un durcissement et une ethnicisation du service. Selon l'ONG la grande majorité de ses cadres seraient aujourd'hui hutus. Un déséquilibre qui viole des accords de paix qui ont instauré les quotas ethniques dans les services de défense et de sécurité. Point culminant de cette escalade, la répression des manifestants contre un 3e mandat du président l'an passé. Le rapport décrit un système implacable. Les personnes appréhendées sont regroupées en deux catégories : d'abord celles qui figureront dans les registres, les officiels. De l'autre, ceux qui partent vers les lieux de détentions illégaux avant d'être torturés puis pour ceux qui ont la chance de réapparaître. Les victimes seraient en majorité des jeunes issus des quartiers contestataires ainsi que des opposants politiques. La liste des exactions, assassinats, tortures ou disparitions forcées vient confirmer les différents rapports des Nations unies. Le rapport désigne notamment 13 cadres du SNR, tous accusés d'être les commanditaires ou les exécutants. Ils jouissent d'une impunité totale selon l'Aprodh. Plus encore : certains auraient été promus et récompensés.